NATIONS
UNIES

A

Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/51/11
30 octobre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/ESPAGNOL/
FRANÇAIS/RUSSE

Cinquante et unième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 18 a) de l'ordre du jour

NOMINATION AUX SIÈGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES NOMINATIONS

Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document A/51/101 du 7 mars 1996, l'Assemblée générale devra, à sa présente session, nommer cinq personnes pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au 31 décembre 1996.

2. Les personnes dont les noms suivent ont été désignées par le gouvernement de leurs pays respectifs pour être nommées ou reconduites dans leurs fonctions :

Mme Denise Almao (Nouvelle-Zélande);
M. Ammar Amari (Tunisie);
M. Leonid E. Bidny (Fédération de Russie);
M. Gérard Biraud (France);
Mme Norma Goicochea Estenoz (Cuba);
Mme Melinda L. Kimble (États-Unis d'Amérique).

3. On trouvera ci-après la notice biographique de ces candidats.

Denise ALMAO

Fonctions actuelles

Depuis février 1994 :

Conseillère à la Mission de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies pour les questions relatives à la Cinquième Commission et au maintien de la paix.

Représentante de la Nouvelle-Zélande à la Cinquième Commission.

Déléguée au Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.

Observatrice au Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

Représentante suppléante de la Nouvelle-Zélande (jusqu'au 31 décembre 1994) chargée des questions relatives au maintien de la paix et à l'Europe, y compris la Bosnie, au Conseil de sécurité.

Expérience professionnelle antérieure

1991-1993 Directrice adjointe de la Division des Nations Unies et du Commonwealth (United Nations and Commonwealth Division) au Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (Wellington). Chargée des questions concernant les Quatrième et Cinquième Commissions et coordonnatrice pour les autres questions traitées par l'Assemblée générale. Budgétisation et paiement des contributions de la Nouvelle-Zélande à l'ONU et à d'autres organisations internationales. Gestion de la politique générale pour la participation de la Nouvelle-Zélande aux opérations de maintien de la paix. Questions touchant le Commonwealth, y compris l'évaluation du fonctionnement du Secrétariat du Commonwealth et l'établissement du budget présenté à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth qui a eu lieu en Nouvelle-Zélande en novembre 1995. Déléguée du Ministère des affaires étrangères à la Commission nationale représentant la Nouvelle-Zélande à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Gestion des finances et administration de la Division.

1990-1991 Chef de la Section de la publicité à l'étranger (Overseas Publicity Section) au Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (Wellington). Chargée d'administrer et de gérer le programme d'information du Ministère des affaires étrangères pour l'étranger et du budget correspondant.

1987-1990 Premier Secrétaire à l'ambassade de Nouvelle-Zélande à Rome. Représentante suppléante à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Chargée des questions politiques et économiques bilatérales pour l'Espagne, l'Italie et le Portugal.

1984-1986 Division du Pacifique Sud (South Pacific Division), Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (Wellington). Administratrice principale responsable de la gestion du programme d'assistance économique en faveur des Tokélaou, y compris la visite de la mission des Nations Unies aux Tokélaou. Gestion de projets visant à développer les transports maritimes dans la région du Pacifique Sud.

1982-1983 Administratrice des services de gestion à la Division de l'administration (Administration Division) du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (Wellington). Chargée du contrôle de l'administration des postes et des conditions d'emploi à l'étranger. A procédé à des contrôles de gestion sur des sujets particuliers (achats, voyages à l'étranger, loyers, propositions concernant de nouvelles orientations et économies à réaliser au sein des départements). Administratrice principale chargée de superviser l'introduction du traitement de texte au Ministère des affaires étrangères à partir d'une étude de faisabilité.

1979-1981 Vice-Consul au Consulat général de la Nouvelle-Zélande à New York. Responsable de l'administration et de la gestion du Consulat général de la Nouvelle-Zélande et de la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Chargée de la gestion des finances et des biens, du recrutement du personnel local, des conditions d'emploi et de la supervision des affaires courantes.

Avril 1979 Entrée au Ministère des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande.

Participation à de grandes conférences ou réunions internationales

Quarante-quatrième session (1989), reprise de la quarante-huitième session (1994), quarante-neuvième session (1994-1995) et cinquantième session (1995) ordinaires de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

Vingt-cinquième Séminaire annuel sur le maintien de la paix et le règlement des conflits, Vienne (1995).

Conférence sur les transports maritimes dans la région du Pacifique Sud, Suva (1986).

Réunions communes îles Cook/Nioué/Nouvelle-Zélande sur les transports maritimes, Nioué (1985), Auckland (1986).

Fono Général des Tokélaou (1984-1986).

Mission de visite des Nations Unies aux Tokelaou (juillet 1986).

Études

Diplôme de français de l'Université d'Otago, Dunedin.

Cours sur l'économie du secteur public, Université Victoria de Wellington.

Langues

Anglais, français et italien.

Ammar AMARI

[Original : arabe]

Date et lieu de naissance : 24 septembre 1952 à Kairouan (Tunisie).

Marié, deux filles.

Etudes

1979	Diplôme de l'École nationale d'administration de Tunis.
1978	Maîtrise de sciences politiques, Université Saint John (New York).
	Certificat en droit international et diplomatie, Université Saint John (New York).

Carrière diplomatique

1979-1980	Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères (Direction des organisations et conférences internationales).
1980-1988	Premier Secrétaire à la Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies.
1988-1990	Conseiller au Cabinet du Ministre des affaires étrangères, Tunis.
1990-1994	Conseiller à l'ambassade de Tunisie à Washington.
Depuis septembre 1994	Conseiller à la Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Autres fonctions

1984-1988	Président du Sous-Comité des petits territoires du Comité spécial de la décolonisation.
1984	Président de la Mission de visite des Nations Unies en Anguilla.
1987	Président de la Mission de visite des Nations Unies aux Tokélaou.
1990-1994	Observateur permanent adjoint de la Tunisie auprès de l'Organisation des États américains.
1995	Vice-Président de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

A participé à plusieurs séminaires, réunions et conférences régionaux et internationaux.

Membre de la délégation tunisienne à plus d'une vingtaine de sessions ordinaires, spéciales et extraordinaires de l'Assemblée générale.

Langues

Arabe, français et anglais.

Leonid E. BIDNY

Date de naissance : 1942.

Situation de famille : Marié, deux enfants.

Rang diplomatique : Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Études supérieures

1968	Université de Moscou.
1977	Académie diplomatique du Ministère soviétique des affaires étrangères, doctorat de droit.

Carrière

1970-1975	Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.
1975-1977	Académie diplomatique du Ministère soviétique des affaires étrangères.
1977-1978	Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.
1978-1983	Deuxième, puis Premier Secrétaire à la Mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies.
1983-1985	Premier Secrétaire au Ministère soviétique des affaires étrangères.
1986-1991	Conseiller à la direction des organisations internationales du Ministère soviétique des affaires étrangères, chargé de formuler et de mettre en oeuvre la politique touchant les questions administratives et budgétaires du système des Nations Unies.
1991-1994	Conseiller principal à la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies.
1991-1994	Membre du Comité des pensions de l'ONU.
Depuis 1991	Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
1996	Vice-Président du Comité consultatif.

A participé aux travaux de la Cinquième Commission et d'autres organes administratifs et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies, de la quarante et unième à la quarante-septième session de l'Assemblée générale, en qualité de membre de la délégation de son pays.

Gérard BIRAUD

Expérience professionnelle

1996 et 1990-1992 Chargé de mission auprès du Directeur des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères, Paris. Représente la France dans diverses réunions et conférences internationales concernant en particulier les questions institutionnelles, administratives, budgétaires et de gestion ainsi que les questions de développement (Commission économique pour l'Afrique, Comité pour les questions de population et de développement). Membre actif de la délégation française à la Cinquième Commission et au Comité du programme et de la coordination (trente et unième et trente-deuxième sessions; chef de la délégation française à la trente-sixième session). Prend l'initiative d'un Séminaire sur le processus de budgétisation approuvé par l'Assemblée générale et y participe (avril 1992).

1995 Vice-Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies, élu le 21 décembre 1994. Présidence effective de réunions et d'un voyage d'étude du Comité auprès de la MINUHA (Haïti) lorsque le Président du CCQAB, l'Ambassadeur M. C. S. Mselle présente les positions du Comité à la Cinquième Commission.

1993-1995 Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies. Rédige et publie en tant qu'expert indépendant diverses études (en français et en anglais) tendant à simplifier et à faciliter les travaux du Secrétariat, du Comité et de la Cinquième Commission sur le financement du maintien de la paix. Participant au Séminaire sur le plan à moyen terme de l'ONU (avril 1993).

1988-1990 Adjoint du Directeur, puis chargé de la Direction du Bureau représentant en Europe le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Genève). Représente le PNUD en particulier auprès de l'OIT, de la FAO, de l'OMS, du HCR, de la CNUCED et du Conseil économique et social. Participe à l'organisation de la Conférence sur les réfugiés en Amérique centrale (CIREFCA). Rédaction d'un rapport complet sur deux années d'activités de ce bureau européen.

1983-1988 Sous-Directeur pour les questions économiques et de développement, Ministère des affaires étrangères, Direction des Nations Unies et des organisations internationales. Coordonne les ministères et autres institutions françaises concernées, en vue des instructions aux délégations françaises aux Nations Unies (Deuxième Commission de l'Assemblée générale, Conseil économique et social, les cinq commissions régionales, la CNUCED et ses organes subsidiaires, la Commission des sociétés transnationales, la Commission des établissements humains, aux fonds et programmes tels que le PNUD, le FNUAP, le PNUE, le Programme alimentaire mondial, au Conseil

mondial de l'alimentation, à des institutions spécialisées telles que la FAO et l'ONUDI). Membre ou chef de la délégation française à de nombreuses réunions de ces institutions. Préside des réunions de groupes de travail de la Communauté européenne (Bruxelles) ou du groupe occidental (CNUCED, ONUDI).

1982-1983 Collaborateur du Délégué interministériel pour la coopération et l'aide au développement dans les services du Premier Ministre (DICAD), chargé de coordonner et d'harmoniser les politiques des divers ministères et institutions français à l'égard des pays en développement.

1980-1982 Chargé des questions internationales de développement ("dialogue Nord-Sud") au Ministère des affaires étrangères (Direction des affaires économiques et financières). Travaux de politique économique internationale à l'égard des pays en développement, et notamment pilotage (sur le fond) de la préparation de la première Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (Paris, 1981).

1976-1980 Chargé de créer, puis de diriger le Bureau des questions multilatérales au Ministère de la coopération. À ce titre participant régulier à des réunions du Comité d'aide au développement de l'OCDE, des organes pertinents de la Communauté européenne, de la CNUCED, de la Commission économique pour l'Afrique, de la FAO, etc.

1972-1976 Économiste au Secrétariat d'État aux affaires étrangères chargé de la coopération. Missions, conception et rédaction d'ouvrages d'analyse économique sur divers pays en développement, en particulier africains.

1969-1972 Économiste en ressources humaines au Ministère de la coopération. Travaux d'analyse et de projection sur les relations entre population, activités économiques, emploi et enseignement dans 14 pays africains. Missions diverses sur le terrain. Analyses de coûts et de rendements des systèmes scolaires.

Activités d'enseignement

1970-1990 Conférences diverses : Centre de perfectionnement et de documentation de la coopération économique et technique, Institut international d'administration publique, Centre des hautes études d'Afrique et de Madagascar.

1973-1975 Enseignement régulier d'économie du développement à l'École nationale supérieure d'administration économique et de statistique, Paris.

1971-1973 Enseignement régulier de documentation économique au Centre européen de formation de statisticiens pour le développement, Paris.

1965-1966 Enseignant comme volontaire de l'aide en coopération dans un collège technique à Dakar.

Études universitaires

1970-1971 Diplôme d'études supérieures en sciences économiques (Université de Paris).

1966-1970 Maîtrise de sciences économiques (Université de Paris).

1966-1968 Institut d'études sociales de l'Université catholique de Paris.

1966-1967 Institut des sciences sociales du travail de l'Université de Paris.

Autres éléments

État civil : Né en 1944 à Genève; marié (1971).

Langues : Anglais parlé et écrit; notions d'espagnol, d'allemand, d'italien et de portugais (lus).

Informatique : Courante (texte, tableurs, bases de données) (initiation dès 1974).

Distinctions : Chevalier de l'Ordre national du mérite, Chevalier du mérite agricole.

Hobbies : Bricolage, travaux ruraux, piano, ski, cheval.

Norma Goicochea ESTENOZ

Nationalité : cubaine.

Licenciée en relations internationales. Diplômée en 1981 de l'Institut supérieur de relations internationales de La Havane (Cuba).

Actuellement spécialiste des organismes économiques internationaux à la Direction des affaires multilatérales du Ministère des relations extérieures de la République de Cuba et membre de la Commission consultative pour les affaires administratives et budgétaires.

Vice-Présidente de la Cinquième Commission à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

A également exercé les fonctions suivantes :

Rapporteur à la vingt-neuvième session du Comité du programme et de la coordination.

Représentante de Cuba à diverses sessions du Comité du programme et de la coordination (1993-1994).

Membre de la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies (1987-1990).

Membre du groupe d'assistants du Président du Groupe des 77.

Collaboratrice du Centre de recherche sur l'économie mondiale de la République de Cuba.

Vice-Présidente par intérim du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Membre du Groupe de travail chargé d'analyser la question des dépenses d'appui des organisations.

Membre du groupe de personnes invitées par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) pour analyser des questions relatives à l'économie mondiale (Washington, 1989).

Conseillère du Président de la Conférence des chambres de commerce et d'industrie des pays membres du Groupe des 77 (1990).

Depuis 1981, fonctionnaire chargée des questions concernant la Cinquième Commission au Ministère des relations extérieures de Cuba.

Représentante de Cuba à la Cinquième Commission aux quarante-troisième, quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième, quarante-huitième, cinquantième et cinquante et unième sessions de l'Assemblée générale.

Membre de la délégation de Cuba à la Cinquième Commission aux quarante-deuxième et quarante-septième sessions de l'Assemblée générale.

Membre du Comité des contributions (1993-1994).

Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires depuis novembre 1994.

A participé à divers séminaires et tables rondes sur les questions relatives à l'économie mondiale tenus à Cuba, ainsi qu'au séminaire organisé en 1985 par le Centre d'études pratiques de négociation économique internationale de Genève.

A suivi des cours d'études supérieures sur les relations économiques et les relations financières internationales.

Mme Goicochea a participé en outre aux réunions ci-après :

Premier et deuxième Congrès des écoles d'études internationales et diplomatiques (Panama, 1979 et Costa Rica, 1980).

Plusieurs séances des sessions extraordinaires de la Commission des sociétés transnationales (1983, 1984 et 1986).

Réunions du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement (1983 et 1984).

Réunion latino-américaine sur les négociations relatives au Code de conduite des sociétés transnationales (Buenos Aires, 1985)

Réunion d'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (Genève, 1986).

Vingt-neuvième, trentième et trente et unième sessions du Comité du programme et de la coordination.

Sessions de l'Assemblée générale (quarante-troisième à cinquantième sessions).

Sessions d'été du Conseil économique et social (Genève, 1990).

Dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale.

Melinda L. KIMBLE

Sous-Secrétaire adjointe
Bureau of International Organization Affairs
Département d'État des États-Unis

Melinda Kimble a été nommée Sous-Secrétaire adjointe à la direction des organisations internationales (Bureau of International Organization Affairs) à Washington, en juin 1991. Le Bureau définit et met en oeuvre la politique des États-Unis à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées et des autres organisations internationales.

En sa qualité de Sous-Secrétaire adjointe, Mme Kimble supervise toute la gamme des questions économiques et sociales qui sont renvoyées au Conseil économique et social et aux Deuxième et Troisième Commissions de l'Assemblée générale. Elle est aussi directement responsable de la définition des politiques pour les questions de fond concernant les grandes institutions spécialisées et les organismes techniques des Nations Unies ainsi que les programmes et les fonds de contributions volontaires, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial. Elle supervise les travaux de l'Office of Economic and Social Affairs, de l'Office of Technical Specialized Agencies et de l'Office of International Development Assistance. À ce titre, elle a mis au point les stratégies de négociation appliquées par les États-Unis à l'occasion de récentes conférences des Nations Unies, notamment celles du Caire, de Copenhague et de Beijing.

Mme Kimble fait carrière dans le service diplomatique. Elle est entrée au Département d'État en janvier 1971 et a été admise au Senior Foreign Service en 1989, puis promue au rang de Ministre Conseiller en 1993. Avant d'être nommée au poste qu'elle occupe actuellement, Mme Kimble était Directrice de l'Office of Egyptian Affairs au Near East and South Asia Bureau. De 1987 à 1989, elle a exercé les fonctions de directrice adjointe et de directrice par intérim de l'Office of Monetary Affairs (Economic and Business Bureau). Elle a également occupé des postes en Tunisie, en Égypte, en Côte d'Ivoire et à Washington, au Bureau pour l'Afrique.

Mme Kimble est titulaire d'une licence et d'une maîtrise d'économie de l'Université de Denver et d'une maîtrise de l'Université Harvard. Plusieurs primes et distinctions lui ont été décernées (Meritorious and Superior Honor Awards du Département d'État, senior performance pay et presidential performance award). Ses langues étrangères sont l'arabe et le français. Elle est mariée à M. James R. Phippard, ancien fonctionnaire de l'Agency for International Development des États-Unis, et a quatre enfants issus d'un mariage précédent qui ont atteint l'âge adulte.